



Informations de base	
2025/0190(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	Procédure terminée
Dessins ou modèles de l'Union européenne (codification) Subject 8.40.01.08 Travaux du Parlement, procédure, sessions, règlement	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	JURI Affaires juridiques		ADAMOWICZ Magdalena (EPP)	04/07/2025
Conseil de l'Union européenne				
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Service juridique		VON DER LEYEN Ursula	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
03/07/2025	Publication de la proposition législative	COM(2025)0353 	Résumé
08/09/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
28/01/2026	Vote en commission, 1ère lecture		
04/02/2026	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A10-0013/2026	
10/02/2026	Décision du Parlement, 1ère lecture	T10-0032/2026	Résumé
10/02/2026	Résultat du vote au parlement		
26/02/2026	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
11/03/2026	Signature de l'acte final		
30/03/2026	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0190(COD)

Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Codification
Instrument législatif	Règlement
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 118-p1 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 294-p7-ac
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	JURI/10/03288

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE781.410	13/01/2026	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A10-0013/2026	04/02/2026	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T10-0032/2026	10/02/2026	Résumé

Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Projet d'acte final	00048/2025/LEX	05/03/2026	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2025)0353 	03/07/2025	Résumé

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final

[Règlement 2026/0715](#)
[JO OJ L 30.03.2026](#)

Dessins ou modèles de l'Union européenne (codification)

Le Parlement européen a adopté par 613 voix pour, 5 contre et 29 abstentions, une résolution législative sur la proposition sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les dessins ou modèles de l'Union européenne (codification).

Le règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil a été modifié à plusieurs reprises et de façon substantielle. Dans un souci de clarté et de rationalité, il est proposé de procéder à la codification dudit règlement. De l'avis du groupe consultatif des services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, la proposition en question se limite à une codification pure et simple des textes existants, sans modification de leur substance.

Le Parlement a arrêté sa position en première lecture **en faisant sienne la proposition de la Commission** telle qu'adaptée aux recommandations du groupe consultatif des services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.

Le règlement codifié dote l'Union européenne, d'un **système propre de protection des dessins ou modèles**, qui prévoit une protection des dessins ou modèles au niveau de l'Union, parallèlement à la protection dont ils peuvent bénéficier au niveau national dans les États membres conformément à leur droit national relatif à la protection des dessins ou modèles. Le système de protection des dessins ou modèles dans son ensemble sera adapté à l'ère numérique et deviendra plus accessible et plus efficace pour les créateurs indépendants, les PME et les industries où les dessins ou modèles occupent une place majeure, en simplifiant et en rationalisant les procédures, ainsi qu'en adaptant et en optimisant le niveau et la structure des taxes à payer.

Le règlement (CE) n° 6/2002 codifié définit les conditions de la protection des dessins et modèles, la durée de la protection, les droits conférés par le dessin ou modèle de l'UE, ainsi que les circonstances dans lesquelles un dessin ou modèle de l'UE peut être déclaré nul.

Le règlement contient en particulier une **clause de réparation** stipulant que la protection n'est pas conférée si le dessin ou modèle de l'UE constitue une pièce d'un produit complexe dont l'apparence conditionne le dessin ou modèle de ladite pièce et qui est utilisée dans le seul but de permettre la réparation de ce produit complexe en vue de lui rendre son apparence initiale.

Il est explicitement prévu que la clause de réparation ne peut pas être invoquée par le fabricant ou le vendeur d'une pièce d'un produit complexe qui n'a pas **dûment informé les consommateurs**, au moyen d'une indication claire et visible figurant sur le produit, de l'origine commerciale du produit destiné à être utilisé aux fins de la réparation du produit complexe et de l'identité du fabricant de ce produit, indication permettant aux consommateurs de faire un choix en connaissance de cause entre des produits concurrents pouvant être utilisés pour la réparation.

Le fabricant ou le vendeur d'une pièce d'un produit complexe n'est pas tenu de garantir que les pièces qu'il fabrique ou vend sont en fin de compte utilisées par les utilisateurs finaux dans le seul but d'effectuer des réparations en vue de rendre au produit complexe son apparence initiale.

L'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (Office) accomplira les tâches qui lui sont dévolues par le règlement. Le règlement souligne qu'outre l'administration du système des dessins ou modèles de l'UE, il est essentiel que l'Office promeuve ce système de manière adéquate à des fins de sensibilisation et pour faire mieux comprendre la possibilité d'obtenir et d'utiliser une protection des dessins ou modèles au niveau de l'Union ainsi que la valeur et les avantages cette protection.

Dessins ou modèles de l'Union européenne (codification)

2025/0190(COD) - 03/07/2025 - Document de base législatif

OBJECTIF : codification du règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil sur les dessins et modèles de l'Union européenne.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen statue conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : le règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil sur les dessins et modèles de l'Union européenne ayant été modifié à plusieurs reprises et de façon substantielle, il est proposé de procéder à sa codification dans un souci de clarté et de rationalité. Le nouveau règlement se substituera aux divers actes qui y sont incorporés; il en préserve totalement la substance et se borne donc à les regrouper en y apportant les seules modifications formelles requises par l'opération même de codification.

CONTENU : le règlement dote l'Union européenne d'un système propre de protection des dessins ou modèles, qui prévoit une protection des dessins ou modèles au niveau de l'Union, parallèlement à la protection dont ils peuvent bénéficier au niveau national dans les États membres. Le système de protection des dessins ou modèles dans son ensemble sera adapté à l'ère numérique et deviendra plus accessible et plus efficace pour les créateurs indépendants, les PME et les industries où les dessins ou modèles occupent une place majeure, en simplifiant et en rationalisant les procédures, ainsi qu'en adaptant et en optimisant le niveau et la structure des taxes à payer.

Protection des dessins et modèles

En vertu du règlement, un dessin ou modèle de l'UE est protégé:

- a) en qualité de dessin ou modèle de l'UE «non enregistré», s'il est divulgué au public selon les modalités prévues par le présent règlement;
- b) en qualité de dessin ou modèle de l'UE «enregistré», s'il est enregistré selon les modalités prévues par le présent règlement.

Le dessin ou modèle de l'UE a un caractère unitaire. Il produit les mêmes effets dans l'ensemble de l'Union.

L'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (Office) accomplit les tâches qui lui sont dévolues par le règlement.

Conditions de la protection

La protection d'un dessin ou modèle par un dessin ou modèle de l'UE n'est assurée que s'il est nouveau et présente un caractère individuel. Un dessin ou modèle appliqué à un produit ou incorporé dans un produit qui constitue une pièce d'un produit complexe n'est considéré comme nouveau et présentant un caractère individuel que dans la mesure où: a) la pièce, une fois incorporée dans le produit complexe, reste visible lors d'une utilisation normale de ce produit, et b) les caractéristiques visibles de la pièce remplissent en tant que telles les conditions de nouveauté et de caractère individuel.

Durée de la protection

Un dessin ou modèle qui remplit les conditions de protection est protégé en qualité de dessin ou modèle de l'UE non enregistré pendant une période de 3 ans à compter de la date à laquelle le dessin ou modèle a été divulgué au public pour la première fois au sein de l'Union. La protection d'un dessin ou modèle de l'UE enregistré débute dès son enregistrement par l'Office. Un dessin ou modèle de l'UE enregistré est enregistré pour une période de 5 ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement. Le titulaire du droit peut renouveler l'enregistrement pour une ou plusieurs périodes de 5 ans jusqu'à une durée de protection maximale de 25 ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement.

Effets du dessin ou modèle de l'UE

Le droit au dessin ou modèle de l'UE appartient au créateur ou à l'ayant droit du créateur. La protection porte sur les caractéristiques de l'apparence d'un dessin ou modèle de l'UE enregistré qui sont représentées de manière visible dans la demande d'enregistrement.

Le règlement définit les droits conférés par le dessin ou modèle de l'UE. Il contient une **clause de réparation** stipulant que la protection n'est pas conférée si le dessin ou modèle de l'UE constitue une pièce d'un produit complexe dont l'apparence conditionne le dessin ou modèle de ladite pièce et qui est utilisée dans le seul but de permettre la réparation de ce produit complexe en vue de lui rendre son apparence initiale.

La clause de réparation ne peut pas être invoquée par le fabricant ou le vendeur d'une pièce d'un produit complexe qui n'a pas dûment informé les consommateurs, au moyen d'une indication claire et visible figurant sur le produit, de l'origine commerciale du produit destiné à être utilisé aux fins de la réparation du produit complexe et de l'identité du fabricant de ce produit.

Le fabricant ou le vendeur d'une pièce d'un produit complexe n'est pas tenu de garantir que les pièces qu'il fabrique ou vend sont en fin de compte utilisées par les utilisateurs finaux dans le seul but d'effectuer des réparations visant à rétablir l'apparence initiale du produit complexe.

Nullité

Le règlement définit les circonstances dans lesquelles un dessin ou modèle de l'UE peut être déclaré nul. Il précise qu'un dessin ou modèle de l'UE peut être annulé s'il :

- entre en conflit avec un dessin ou modèle antérieur déjà divulgué et protégé avant sa date de dépôt ou de priorité;
- constitue un usage abusif d'éléments protégés par l'article 6 ter de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ou de signes, emblèmes et armoiries d'intérêt public sans autorisation des autorités compétentes.

Promotion du système

Le règlement souligne qu'outre l'administration du système des dessins ou modèles de l'UE, il est essentiel que l'Office promeuve ce système de manière adéquate à des fins de sensibilisation et pour faire mieux comprendre la possibilité d'obtenir et d'utiliser une protection des dessins ou modèles au niveau de l'Union ainsi que la valeur et les avantages cette protection.